

Italie : pour une gauche de gauche

vendredi 28 septembre 2007, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2007).

Du 21 au 23 septembre, s'est tenu, à Rimini en Italie, le deuxième séminaire de la Sinistra critica (« Gauche critique »), courant de gauche du Parti de la refondation communiste (PRC), œuvrant à la constitution d'une nouvelle force politique anticapitaliste.

Pendant trois jours, du 21 au 23 septembre, près de 400 militants ont participé à des discussions portant sur « les évolutions du salariat », « la question syndicale », « le nouveau féminisme », « la crise du politique », « les perspectives de la gauche anticapitaliste à l'échelle européenne ». Cette conférence s'est tenue dans une conjoncture marquée par une aggravation de la crise politique que connaît le gouvernement de Romano Prodi.

Le chef du gouvernement italien est toujours en butte aux attaques de la droite « berlusconienne », qui reste à l'offensive, mais il applique des politiques néolibérales, contre le droit du travail, les régimes de retraite, les budgets sociaux. Le centre gauche s'est affaibli et fragilisé. Sa base politique et sociale s'est considérablement réduite. Le gouvernement peut, aujourd'hui, chuter sur n'importe quelle question. La constitution d'une nouvelle force de centre gauche, le Parti démocrate, qui fusionne les Démocrates sociaux (ex-PCI) et le parti de la Margherita, ne sera pas suffisant pour bloquer ce processus. Plus, comme à chaque fois, la participation de la gauche à des gouvernements de gestion de l'économie et de l'État capitaliste désorienté, démobilise, dévitalise les mouvements sociaux... Ces participations « tuent l'espoir », comme l'a déclaré, à la tribune de la conférence, Giorgio Cremaschi, responsable de la fédération syndicale des métallos.

À noter aussi, dans cette conjoncture, le phénomène Beppe Grillo, un humoriste de type Coluche à l'italienne, qui vient de lancer un mouvement contre les partis politiques, en organisant un « Vaffanculo Day » (journée du « va te faire foutre »), avec une manifestation de près de 50 000 personnes à Bologne. Dans ce climat politique délétère, où droite et centre gauche rivalisent dans l'application des politiques néoconservatrices, des démagogues de toute sorte peuvent occuper la scène politique.

Dans ce contexte, la responsabilité de la direction du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie est écrasante. Alors qu'il fallait opposer une alternative de gauche à la politique libérale de Prodi, l'ancien président de la Commission européenne - ne l'oublions pas -, la direction du PRC a totalement épousé la politique du gouvernement de centre gauche. Sur la question de la guerre, la direction de Refondation communiste a voté l'envoi de troupes italiennes en Afghanistan et au Liban. Le président de Refondation, Bertinotti, a même été jusqu'à qualifier cette intervention militaire de « nouvelle forme de pacifisme » ! Ainsi, toutes les mesures gouvernementales sont votées par Refondation communiste. Lorsque cette dernière appelle à une manifestation, le 20 octobre, contre la politique sociale du gouvernement, ce n'est pas pour rejeter les mesures gouvernementales, mais « pour aider le gouvernement à avoir une politique plus favorable aux salariés »...

C'est dans ce contexte que Sinistra critica s'est déployée, afin de construire une opposition de gauche, sociale et politique, au gouvernement Prodi. Le vote des députés et sénateurs de Sinistra critica contre la politique militaire du gouvernement avait déjà constitué un acte fort, qui avait

provoqué la chute du gouvernement. Une série de responsables syndicaux et d'animateurs de mouvements sociaux ont participé aux débats du séminaire - Cremaschi de la Fiom (fédération des métallos), Bernocchi des Cobas, Luca Casarini des centres sociaux -, témoignant de la volonté de construire cette large opposition de gauche au gouvernement. Toutes ces forces préparent une mobilisation d'ensemble contre l'accord sur le « Welfare » (mesures gouvernementales contre la protection sociale), en votant « non » au référendum et en préparant une grève générale pour le 9 novembre. Dans ce cadre, les camarades de Sinistra critica ont appelé à une « Constituante anticapitaliste », rassemblant toutes les forces de gauche opposées à la droite et au centre gauche.

P.-S.

* Rouge n° 2220 du 27 septembre 2007.